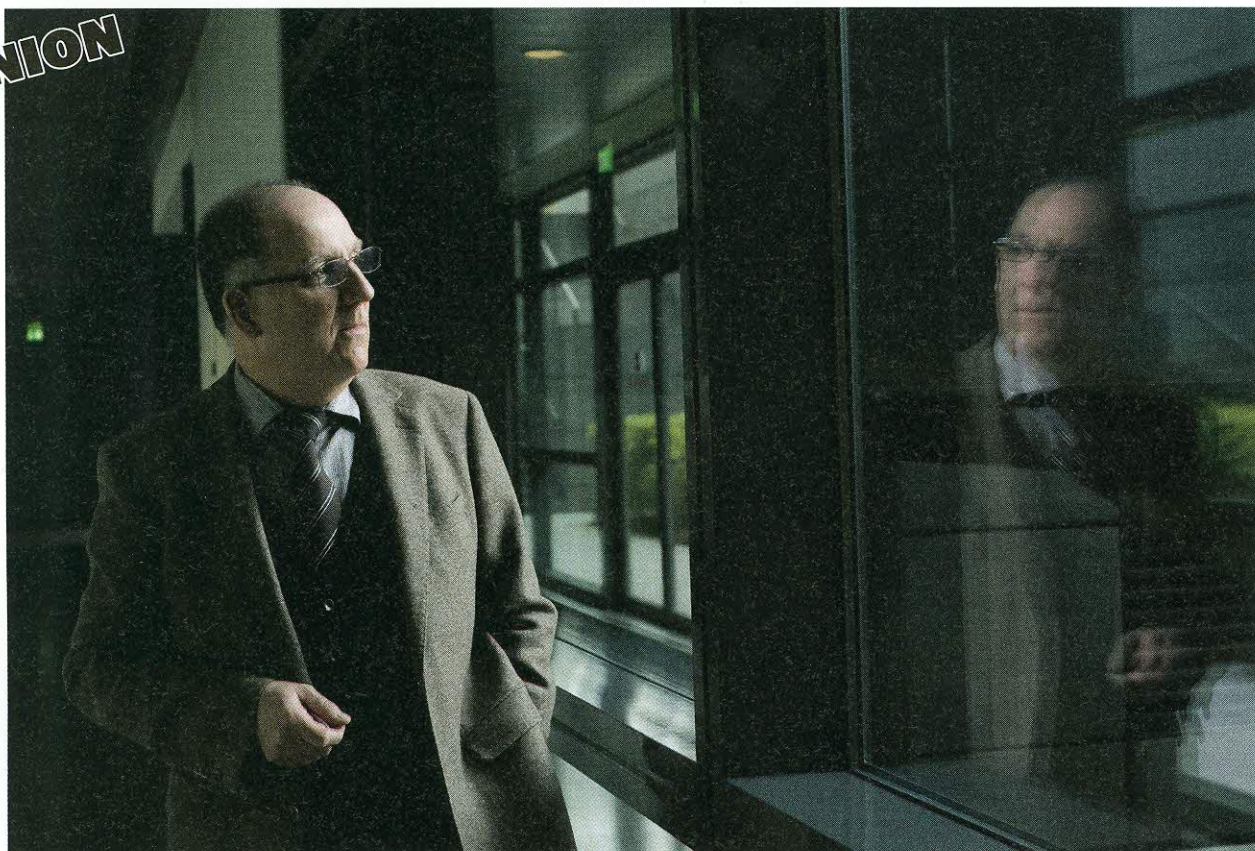


OPINION



**Gérard Eischen,**  
directeur de la  
Luxembourg School  
for Commerce (LSC)

# QUALITÉ TOUJOURS...

**L**a formation professionnelle continue (FPC) occupe depuis un moment une place à l'avant-plan des sujets d'intérêt, alors que notre économie ne cesse d'être bouleversée par des changements de tout genre. Aujourd'hui, la FPC rime avec évolution de carrière, changement d'orientation professionnelle et autres coups d'accélérateur. Une approche en phase avec la tendance actuelle, puisque l'on n'a de cesse de rappeler que les ressources humaines constituent un enjeu stratégique majeur pour le développement de l'entreprise et que la formation constitue son outil de gestion le plus efficace.

Or, quelle est la « valeur » des formations que nous dispensons? S'il existe bien depuis peu un « cadre luxembourgeois des qualifications » (LQF) pour l'apprentissage tout au long de la vie, un recensement des certifications relevant des formations non formelles (organisées hors écoles et lycées) fait défaut.

Une personne qui souhaite planifier « son » parcours de « carrière » et prévoit de suivre des cours dans une discipline donnée auprès d'un organisme du monde non formel n'a, à l'heure actuelle, que très peu de points de comparaison avec une formation enseignée

dans la même spécialité, via le système formel. Ceci est pourtant d'une importance singulière dans un monde où la question des équivalences est incontournable.

Mais comment faire pour « intégrer » le non formel à un référentiel du type LQF? Il faudra d'abord s'accorder sur les acquis de l'apprentissage que l'on souhaite voir réalisés au terme d'une formation, c'est-à-dire ce qu'un apprenant – indépendamment du contexte spécifique d'acquisition – sait, comprend et peut faire. C'est un travail de bénédictin, mais inévitable dans une approche d'apprentissage tout au long de la vie.

La transparence se trouve nécessairement au cœur d'une telle approche, ce qui rend incontournable le fait de mettre sur un pied d'égalité le formel et le non formel ou tout du moins, de pouvoir établir une comparaison objective entre ces deux secteurs.

Dans la même idée, il faut aussi se mettre d'accord sur les normes inhérentes à la formation professionnelle. La normalisation devient en effet un outil de régulation des activités et des pratiques de plus en plus répandu... une régulation à laquelle la formation ne peut échapper. Plusieurs normes – nationales, européennes et internationales –

existent déjà ou sont en cours de développement. Combinées à un éventail d'instruments européens et de projets nationaux, elles rendent indispensable la création d'un standard congru qui puisse se prévaloir d'une reconnaissance internationale. Au-delà de concepts, d'outils, d'instruments, de méthodes et d'ingénieries pédagogiques performants, la qualité de la formation doit surtout faire référence à la qualité du formateur. L'adoption d'une matrice des compétences respectives requises ainsi que la mise en place d'une certification pour eux est inévitable. Tous ces éléments devront finalement converger vers une approche structurée et cohérente, matérialisée par une agence d'accréditation à la fois des formations et des formateurs. À l'horizon 2020, un parcours d'apprentissage devra pouvoir être planifié sur base d'un référentiel précis et transparent et être réalisé en ayant recours à des formations accréditées et des formateurs labellisés. J'ai bon espoir que cela puisse se faire, la définition d'une stratégie nationale de l'apprentissage tout au long de la vie étant une première étape dans cette approche qui constitue indéniablement un défi pour tous les acteurs concernés. ❀